

Mr/ Mme .....  
.....  
.....

Madame **Nathalie Kosciusko Morizet**  
Ministère de l'Ecologie du Développement  
et de l'Aménagement durable

20 avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SPs

Objet : lanceurs d'alerte

Copie : Monsieur **Jean Louis Borloo**  
Ministre de l'Ecologie, du Développement  
et de l'Aménagement Durable

le .. .. 2007

Madame la Secrétaire d'Etat,

En tant que citoyen soucieux de la qualité de mon environnement et de celui des générations futures, j'ai été sensible aux avancées apportées par le Grenelle de l'Environnement dans le domaine des Plantes transgéniques en plein champ, notamment à l'annonce de la création d'une haute Autorité indépendante chargée d'évaluer rigoureusement les risques inhérents aux PGM. J'ai pris acte également des propos du Président de la République sur la reconnaissance que ces plantes contiennent des pesticides, et de son désir de transparence sur ces questions qui concernent l'alimentation, la santé et l'environnement des citoyens.

Je déplore cependant qu'aucune mention n'ait été faite sur les « lanceurs d'alerte », autrement dit des scientifiques qui ont informé les citoyens, précédant ainsi vos intentions et celles du Président de la République, sur la transparence et la nécessité d'évaluation contradictoire en matière de PGM.

Je me permets donc d'attirer votre attention sur le cas de Mr Christian Vélot (dont la conférence grand public sur les OGM a notamment été distribuée à tous les membres de l'intergroupe OGM). Mr Vélot est enseignant-chercheur à l'Université Paris-Sud, membre du CRIIGEN, et il subit actuellement de graves mesures de répression de la part de la hiérarchie de son institut où il dirige une équipe de recherche (Institut de Génétique et Microbiologie, unité mixte de recherche CNRS-Université). pour avoir fait ce à quoi le CNRS est destiné : acquisition et transmission des connaissances. Il n'a fait qu'informer le public, entre autres des risques sanitaires et environnementaux liés à l'introduction des OGM dans l'agroalimentaire, ce qui est maintenant admis, ainsi qu'en témoignent les propos du Président de la République jeudi dernier.

Je vous demande donc instamment d'intervenir auprès de la hiérarchie de Mr Christian Vélot pour qu'il soit rétabli dans ses droits professionnels, pour qu'il soit maintenu dans les structures qu'il a mises en place, que lui soient restitués les crédits nécessaires à son travail de recherche et à celui de ses étudiants

J'espère être entendu, Madame la Secrétaire d'Etat, car il s'agit là, non plus de science mais de simple justice, le gouvernement s'honorerait de son soutien aux lanceurs d'alerte.

Je vous remercie de votre attention et vous prie d'agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de ma plus haute considération.